

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**CIRCULAIRE N° 14500/SCR/1/B/REG**

relative à l'application des loi du 19 décembre 1963 (art. 80) (BO/G, p. 4751 ; BO/M, p. 2528) loi du 4 juin 1964 (insérée dans le présent volume) et loi du 26 décembre 1964 (art. L. 5) .

*Du 23 mai 1969*

SERVICE CENTRAL DU RECRUTEMENT : *Bureau réglementation.*

**CIRCULAIRE N° 14500/SCR/1/B/REG relative à l'application des loi du 19 décembre 1963 (art. 80) (BO/G, p. 4751 ; BO/M, p. 2528) loi du 4 juin 1964 (insérée dans le présent volume) et loi du 26 décembre 1964 (art. L. 5) .**

*Du 23 mai 1969*

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 363-1.1.2.1.3.*

*Référence de publication : BOC/SC, p. 600.*

---

Aux termes de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 (1), les services accomplis avant l'âge de dix-sept ans par les engagés volontaires dans une unité combattante entre le 6 juin 1944 et le 8 mai 1945 doivent être considérés comme des services militaires à tous points de vue.

D'autre part, la loi 64-492 du 04 juin 1964 (2) stipule que les services accomplis dans les forces françaises libres sont des services militaires.

La circulaire 9955 /SCR/1/B/REG du 24 juin 1965 (3) a précisé les modalités d'application des dispositions de ces deux textes législatifs et fixé la procédure à suivre pour la prise en compte des services dont il s'agit.

La loi 64-1339 du 26 décembre 1964 (4) portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite, dont les dispositions ont pris effet au 1<sup>er</sup> décembre 1964 a rendu caduques les dispositions des deux lois précitées, en ce qui concerne les militaires rayés des contrôles postérieurement à cette date ; en effet, l'article L. 5 du code des pensions civiles et militaires de retraite dispose que :

« Les services pris en compte dans la constitution du droit à pension sont :

.....

- les services militaires, à l'exclusion de ceux effectués en temps de paix avant l'âge de seize ans ;.....

»

En conséquence, les prescriptions de la circulaire précitée ne peuvent s'appliquer qu'à des personnels rayés des contrôles avant le 1<sup>er</sup> décembre 1964.

Pour les militaires rayés des contrôles après le 1<sup>er</sup> décembre 1964, il y a lieu de prendre en compte dans la constitution du droit à pension :

- les services militaires accomplis en temps de guerre, quel que soit l'âge auquel ces services ont été accomplis ;

- les services militaires accomplis en temps de paix, à partir de l'âge de seize ans.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, chef du service du recrutement,*

GUY.

---

(1) BO/G, p. 4751 ; n.i. BO/M ; BO/A, p. 2528.

(2) BO/G, p. 2320 ; BO/M, p. 2085 ; BO/A, p. 839.

(3) BOC/SC, p. 960.

(4) BOC/SC, 1968, p. 41.